Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

1er juillet 2005
N°344 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

UNE CAMPAGNE DE PROTESTATION EN FRANCE

Olivia Zemor : « Israël ment ! »

Olivia Zemor, cofondatrice de la CAPJPO (Coordination des Appels pour une Paix Juste au Proche-Orient), devenue CAPJPO-Euro-Palestine, après la présentation d'une liste de candidats aux dernières élections européennes, dresse le le bilan des actions conduites en France pour le respect des Droits de l'homme en Palestine. Elle répond aux questions de Silvia Cattori au moment où 60 associations françaises organisent une campagne de protestation à l'occasion du premier anniversaire de la condamnation du Mur par la Cour de La Haye et de la venue à Paris du général Sharon.

page 2

Interrogation sur l'avenir azéri

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

L'Azerbaïdjan est dans une période d'instabilité aussi bien sur le plan interne que sur le plan régional. Le pays est en conflit ouvert avec l'Arménie depuis de nombreuses années au sujet du Nagorny-Karabakh. Les observateurs font part depuis quelques mois d'un regain des activités militaires du côté azéri, d'un renforcement de ses capacités militaires et de formulations agressives de la part de nombreux politiciens.

page 8

REPÈRE : 30 JUIN 1520

La « noche triste »

Au cours d'une importante fête mexica, les troupes coloniales espagnoles invoquant un risque de sédition, massacrent 600 nobles et personnalités de haut rang. Sans attendre, les Mexicas organisent la riposte. Ils encerclent les Espagnols, et leur imposent un long et pénible siège. Lorsque Hernan, Cortés étant absent pendant ces évènements, regagne Tenochtitlan, il ne parvient pas à faire intervenir l'empereur Moctezuma pour calmer le jeu. Ce dernier est assassiné. La situation devenant incontrôlable, les troupes quittent précipitamment la ville après avoir subi de lourdes pertes. Cet épisode de l'Histoire mexicaine, connu sous le nom de « *noche triste* » (la nuit triste), marque une des toutes premières victoires, certes éphémère, contre le colonisateur. Le Mexique accèdera à l'indépendance en 1821, soit plus de 300 ans plus tard. ■

MÉDECINE RACIALE POUR SOCIÉTÉ RACISTE

Aux États-Unis, le BiDil, médicament pour les affections cardiaques produit par la compagnie pharmaceutique NitroMed, a été finalement autorisé par la FDA (Food and Drug Administration) après être resté dans les tiroirs depuis plusieurs décennies, faute d'efficacité prouvée sur l'ensemble de la population. En effet NitroMed vient de renouveler le brevet de sa formule, cette fois principalement à destination de la population noire, après avoir constaté une baisse de 43% de la mortalité et de 39% des premières hospitalisations pour problèmes cardiaques chez les patients l'ayant testé et se déclarant comme noirs. Le fait qu'aucun élément scientifique ne prouve que les noirs y soient plus sensibles que les autres soulève une question épineuse, comme chaque fois qu'une prédisposition quelconque est associée à la couleur de peau d'une population donnée. Ainsi, étant donné l'histoire racialement discriminatoire de la société états-unienne et les conséquences sanitaires que cela implique, on peut se demander si NitroMed n'exploite pas là simplement un marché développé par l'industrie alimentaire parmi les classes défavorisées de la population, et trouve dans le débat soulevé une parfaite campagne promotionnelle. ■

Une campagne de protestation en France

Olivia Zemor : « Israël ment ! »

Olivia Zemor, cofondatrice de la CAPJPO (Coordination des Appels pour une Paix Juste au Proche-Orient), devenue CAPJPO-Euro-Palestine, après la présentation d'une liste de candidats aux dernières élections européennes, dresse le le bilan des actions conduites en France pour le respect des Droits de l'homme en Palestine. Elle répond aux questions de Silvia Cattori au moment où 60 associations françaises organisent une campagne de protestation à l'occasion du premier anniversaire de la condamnation du Mur par la Cour de La Haye et de la venue à Paris du général Sharon.

Olivia Zemor

Silvia Cattori : *L'invitation d'Ariel Sharon par le président français, Jacques Chirac vous a-t-elle surprise ? Que peut-elle bien signifier ?*

Olivia Zemor : Le ministre français des Affaires étrangères avait déjà annoncé la venue de Sharon, en avril 2004. Il y avait eu alors une grande campagne de protestation pour dire non à la venue de ce criminel de guerre en France. Plus de 30 000 cartes avaient été envoyées au président Jacques Chirac, des affiches avaient été collées. La visite n'a finalement pas eu lieu, mais le gouvernement

français a continué de donner des gages à Israël, de renforcer les collaborations, y compris sur le plan militaire. Nicolas Sarkozy, Jean-Pierre Raffarin, Michel Barnier, se sont rendus en Israël et ont tenu des propos stupéfiants de soumission vis-à-vis d'Israël, et de son Premier ministre, Ariel Sharon, qui n'a pas manqué une occasion d'insulter la France et les Français. Aussi les dirigeants français se font également les fidèles relais du lobby pro-israélien en France, de son chantage à l'antisémitisme. Donc nous sommes amenés à dénoncer - contrairement à d'autres associations qui gardent un silence pudique sur ce sujet - le double langage du gouvernement français qui, d'un côté soutient, en parole, la création d'un État palestinien et reçoit Arafat mourant mais, d'un autre côté, encourage Israël dans sa politique coloniale et annexionniste en ne lui envoyant que des signaux positifs, en déroulant le tapis rouge à ses dirigeants, en laissant l'armée israélienne venir collecter de l'argent sur le sol français, en refusant d'exercer la moindre pression pour contraindre Israël à appliquer le droit international. Aujourd'hui, Jacques Chirac franchit un pas supplémentaire en invitant Sharon en France. Il porte ainsi une atteinte très grave aux Droits de l'homme que notre démocratie est censée défendre. La visite de Sharon est annoncée "après les festivités du 14 juillet". En tous cas, nous avons aussitôt réagi (voir les affiches, consignes, tracts et appels à manifestation sur notre site Europalestine) Aujourd'hui, toutes les organisations appellent à manifester massivement le 9 juillet 2005 à Paris.

Affiche de la campagne « Israël ment »

Face à des médias qui ne font aucun écho à vos actions, et des autorités politiques qui sont très à l'écoute de groupes de pression pro-israéliens, la situation est des plus défavorables pour les Droits de l'homme en Palestine. Quelle est votre chance d'être entendus ?

Olivia Zemor : Alors qu'en Israël il y a des médias qui donnent la parole à des opposants à la politique de Sharon, en France tout est verrouillé. Mêmes des journaux dits « progressistes » comme *Le Monde* et *Libération* refusent de donner une tribune à des Israéliens en nette rupture avec la politique coloniale d'Israël, comme Tanya Reinhart, Emmanuel Farjoun, Ilan Pappe. Jamais un mot non plus sur les exactions de l'extrême droite sioniste, de groupes comme le Betar et la Ligue de Défense Juive, qui ont pignon sur rue dans notre pays, alors qu'ils sont interdits même aux États-Unis. Quant aux lobbys pro-israéliens en France, ils ont leurs relais non seulement dans les médias, mais au sein même de notre gouvernement. Nicole Guedj, l'une des responsables du CRIF (Conseil

Représentatif des Institutions Juives) était secrétaire d'État aux Victimes jusqu'en mai et, comme par hasard, elle a beaucoup compati avec les fausses agressions antisémites (comme l'affabulation du RER D qu'elle a montée en épingle) et pas du tout sur les victimes nombreuses et réelles d'actes anti-Arabes ou anti-Noirs. C'est une situation que nous dénonçons en permanence, alors que les grandes organisations de défense des Droits de l'Homme emboitent le plus souvent le pas aux dénonciations de l'antisémitisme et non des autres formes de racisme.

Ce qui revient à dire que tous vos efforts sont aisément contrés par ceux qui défendent des intérêts contraires ?

Olivia Zemor : Ce qui est certain est que, plus les interventions militaires israéliennes s'intensifient, dans les territoires palestiniens, plus les interventions des lobbies pro-israéliens, se multiplient dans le monde. Il s'agit pour eux d'entretenir l'idée qu'Israël est la victime, ce qui permet de détourner les projecteurs des violations qu'Israël commet contre les Palestiniens en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Aussi, la situation sur le plan régional est très inquiétante. Le gouvernement israélien a intérêt à ce que les guerres s'étendent en Irak, en Iran, en Syrie, au Liban, de manière à pouvoir continuer d'éliminer le plus de Palestiniens possible. Ce projet est appelé « transfert ». Or, comme les Palestiniens s'accrochent à leur terre coûte que coûte, Israël cherche à les forcer à partir par toutes sortes de harcèlements. Il s'agit en fait d'une « déportation camouflée » de façon à ne pas choquer l'opinion.

La difficulté majeure, pour les défenseurs des Droits de l'homme en Palestine, est donc de parvenir à sensibiliser le grand public ?

Olivia Zemor : Une partie du public est parfaitement informée, capte des chaînes de télévision arabes comme Al-Jazeera ; mais une autre partie de l'opinion est trop mal informée pour pourvoir cerner ce qui se passe en vérité sur le terrain. Le terme même de « conflit israélo-palestinien » (que nous devrions bannir de notre vocabulaire) fait croire qu'il s'agit d'une guerre entre deux États, deux armées, et non qu'il y a un occupant et un occupé. La réalité de l'occupation, le terrorisme de l'État israélien, le cortège de brutalités, l'humiliation, l'étouffement - qui vont de pair avec toute occupation - sont sciemment masqués ; les médias brouillent les cartes avec des présentations faussées, du genre « attentats/représailles », « reprise du cycle de violences » ; ce qui tend à faire croire qu'Israël ne fait que « d'assurer sa sécurité ». Avec des bavures de temps à autres, certes, mais « comme dans toute guerre ». Cela fait 60 ans qu'Israël a le monopole de la communication. Nous n'avons peut-être pas les mêmes moyens que nos adversaires, mais, en regroupant nos énergies, en nous unissant, nous avons la possibilité de faire passer d'autres messages, de prouver qu'Israël ment, de montrer le vrai visage de l'occupation.

La conjonction qui a toujours été faite entre le camp de paix israélien - qui lui, c'est compréhensible, a des intérêts à sauvegarder - et les défenseurs des Droits de l'homme en Palestine - qui eux ont tout perdu - n'a-t-elle pas contribué à affaiblir la solidarité ? Le mouvement de solidarité n'a-t-il pas fait, hier, fausse route ?

Olivia Zemor : Un mouvement de solidarité divisé ne peut pas être efficace. Aujourd'hui, le mouvement part sur de nouvelles bases. C'est la raison de la campagne lancée depuis un mois et qui a pour thème : *Israël ment*. Une trentaine d'associations en France y participent. Nous nous sommes unis pour mener de front une grande campagne d'information. Des affiches, montrant l'annexion des territoires palestiniens depuis 60 ans et la brutalité de l'occupation, ont été collées dans les villes en France, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse, ainsi que des autocollants avec plusieurs messages. Par cette campagne qui se prolongera sur plusieurs mois, nous voulons mobiliser le plus grand nombre de citoyens possible. C'est la condition pour créer le rapport de force qui amènerait nos gouvernements à appliquer des sanctions contre Israël.

Avez-vous un exemple qui fait apparaître de façon parlante en quoi Israël « ment » ?

Olivia Zemor : Israël a toujours menti : il y a eu le concept de « terre sans peuple pour un peuple sans terre », puis la soi-disant « fuite » des Palestiniens en 1948, version destinée à couvrir les massacres et expulsions des Palestiniens ; la guerre des 6 jours présentée comme une guerre d'auto-défense alors qu'il s'agissait d'une attaque israélienne ; la fameuse « offre généreuse » d'Ehoud Barak à Camp David et maintenant « l'accalmie » avec des morts et des blessés palestiniens tous les jours, et un Mur qui annexe toujours plus de terre palestinienne. La liste des mensonges d'Israël est longue.

Ne pensez-vous pas qu'il y a une fatigue des gens qui se sont mobilisés et à qui, depuis des décennies, les dirigeants ont fait miroiter illusions et promesses de paix qui n'étaient, de fait, que mascarades ?

Olivia Zemor : Oui, mais nous n'avons pas vraiment le choix. Les Palestiniens sont plus que fatigués, mais ils résistent ; il est très difficile pour Israël, malgré tous ses mensonges, de tous les chasser hors de leur terre. Il est évident que l'étau se resserre autour d'eux : ils sont parqués dans ce qui ressemble de plus en plus à des réserves d'Indiens. Ils voient régresser des acquis de la société civile palestinienne, en termes d'accès à l'éducation et d'organisation. En 38 ans d'occupation, Israël a tué ou emprisonné la plupart de leurs dirigeants, les hommes et les femmes les plus lucides ; et autre lourd handicap, il a réussi à corrompre un certain nombre de Palestiniens. Je ne sais pas si l'Autorité palestinienne a raison de faire semblant de continuer à détenir une autorité, un pouvoir, alors qu'elle n'a aucune marge de manœuvre. Elle entretient l'illusion que les Palestiniens sont maîtres de leur destin, que des réformes internes peuvent apporter un mieux. Or ils sont sous occupation. Et elle ne donne pas de consignes d'action à la population palestinienne qui a su se mobiliser massivement et avec succès pendant la première Intifada, par des actions de désobéissance civile spectaculaires, et qui se retrouve passablement paralysée aujourd'hui.

Etes-vous optimiste quant à la possibilité de voir toutes les forces s'unir en France ?

Olivia Zemor : Nombreux sont les militants de toutes les associations qui se

rendent compte qu'une mobilisation populaire est incontournable si l'on veut pouvoir peser sur nos dirigeants politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche, et pour obtenir le respect du droit international. On ne peut malheureusement pas changer les choses par la seule voie des délégations, communiqués de presse et des pétitions. Certains dirigeants d'associations, en France ou ailleurs, espéraient que les relations qu'ils entretenaient avec des parlementaires allaient changer la donne. Or, après tout ce temps, qu'ont-ils obtenu des gouvernements en place ? Il me semble que la démonstration a été faite qu'on ne peut faire l'économie d'une mobilisation populaire, comme au moment de la guerre du Vietnam, ou d'Algérie ou contre l'Afrique du Sud de l'Apartheid.

Affiche de la campagne « Israël ment »

C'est le sens des campagnes menées actuellement par le collectif « Resistance Palestine » ?

Olivia Zemor : Oui, les Français doivent comprendre que la résistance contre l'oppression en Palestine est le dernier rempart contre la barbarie ; que la Palestine est emblématique de la société qui se prépare, de ce que nous voyons déjà à l'œuvre en Irak ; c'est la loi du plus fort, la loi de la jungle ; si l'on laisse se poursuivre l'élimination des Palestiniens, si l'on accepte que l'on fasse d'eux ce que les États-Unis ont fait des Indiens, nous allons devoir tous en payer le prix. Tout le monde doit comprendre que ce combat pour le droit à l'autodétermination des Palestiniens ne concerne pas uniquement les personnes d'origine juive ou musulmane ; ce n'est pas une guerre de religion, cela nous concerne tous. Il faut que les gens comprennent qu'il ne s'agit pas d'un drame qui ne touche que ceux qui sont sur le terrain, qu'il ne s'agit pas simplement d'une injustice et d'une souffrance comme une autre. Mais que c'est quelque chose qui nous interpelle directement ; que c'est l'emblème de ce que l'on veut encore nous faire avaler. Un monde où, demain, les plus faibles, les plus démunis, vont vivre un enfer. C'est un avenir très sombre qui se prépare. Nous devons dire que nous ne voulons pas de ce monde là, pour nous comme pour nos enfants. On doit se rappeler ce qui s'est passé pendant la seconde guerre mondiale. Les gens qui savaient ont détourné la tête car ils ne se sentaient pas directement concernés. Aujourd'hui nous savons. Nous ne pouvons plus échapper à nos responsabilités. Nous ne pouvons plus dire que nous ne savions pas.

Ainsi, les médias qui minimisent la gravité des exactions en Palestine, les

tenants du pouvoir qui se taisent, devront assumer leur complicité face aux victimes ?

Olivia Zemor : Ils portent une lourde responsabilité dans la difficulté que nous rencontrons à informer l'opinion. Aucun média n'est prêt à relayer les actions que le mouvement de solidarité entreprend et qui restent largement ignorées de la population. C'est pour cela qu'il ne nous reste que la rue et nous devons l'investir, avec des affiches, des autocollants, des manifestations, des spectacles de rue... jusqu'à ce que les médias ne puissent plus faire semblant d'ignorer la réalité.

Vous n'êtes ni Israélienne, ni Palestinienne. Vous êtes très impliquée dans le mouvement ; vous y mettez toutes vos forces alors que vous pourriez avoir une belle vie ?

Olivia Zemor : Je ne suis pas une exception. Je ne suis pas seule à être très engagée pour cette cause. Je connais beaucoup de gens qui ont à cœur de donner leur temps et leur énergie dans la mesure de leurs moyens. Je crois que nous sommes de plus en plus nombreux à être révoltés par cette brutalité et cette arrogance, ce non droit qu'incarne la politique israélienne. Je ne considère pas que ma vie soit moins belle pour autant. Je ne suis pas dans la situation des Palestiniens : je ne suis pas exposée aux risques qu'ils courent, on n'a pas rasé ma maison, je n'ai pas d'enfants qui risquent d'être enlevés la nuit ou sur le chemin de l'école. Ce n'est pas la première fois de ma vie que je m'engage. L'injustice me révolte. Je me suis battue pour la reconnaissance des crimes commis par la France en octobre 1961, où la police avait jeté des Algériens dans la Seine. Je ne vois pas quelle vie meilleure je pourrais avoir si je faisais autre chose. Je crois que, si je ne m'engageais pas, je ne pourrais avoir qu'une vie de plus en plus mauvaise, parce que je n'aurais rien fait pour empêcher que la société devienne de plus en plus injuste. Pour moi la vie est plus belle vécue debout que couchée.

Silvia Cattori
Journaliste suisse.

Entretien réalisé pour le Réseau Voltaire, le 30 juin 2005.

FOCUS

Interrogation sur l'avenir azéri

Analyse

L'Azerbaïdjan est dans une période d'instabilité aussi bien sur le plan interne que sur le plan régional. Le pays est en conflit ouvert avec l'Arménie depuis de nombreuses années au sujet du Nagorny-Karabakh, les morts ont déjà été nombreux. Les observateurs font part depuis quelques mois d'un regain des activités militaires du côté azéri, d'un renforcement de ses capacités militaires et de formulations agressives de la part de nombreux politiciens.

Les tentatives d'ingérence de certains pays occidentaux en Transcaucasie ont semble-t-il donné des ailes aux forces de droite les plus violentes qui redoublent d'énergie pour essayer par tous les moyens d'étouffer l'Arménie. Ce pays, réduit à sa portion congrue depuis le début du siècle, est l'objet d'une vindicte de la part de ses voisins et ennemis traditionnels turcs et azéris. Les atermoiements européens au sujet de la Turquie ne sont pas étrangers au regain d'intérêt turc pour son étranger proche. Dans GazetaSNG (la gazette de la CEI), Smbat Karakhanian, le très nationaliste président du club national arménien de Moscou, *Miabanutiun*, dénonce les efforts conjoints des Turcs et de l'OTAN pour prendre le contrôle du Caucase et obtenir l'évacuation des dernières bases russes situées en Arménie. Malgré les vieilles rancœurs, l'Est de la Turquie souffre de la fermeture de la frontière avec l'Arménie depuis dix ans. Ce sont tous les liens avec des partenaires commerciaux naturels du Caucase qui en pâtissent. Il n'y a toujours pas de relation diplomatiques entre les deux pays.

Les Turcs jouent un jeu dangereux en essayant d'étendre leur influence dans toutes les directions, OTAN, Union européenne, Caucase sans faire la moindre concession. L'illégalité du tracé des frontières avec l'Arménie est probablement à l'origine de ces réticences ; le moindre changement de discours pourrait avoir des conséquences énormes pour ce pays qui doit faire face aussi à un nouvel État potentiellement fort à ses frontières : le Kurdistan irakien et les

revendications que ce pays ne manquera pas d'émettre dans un avenir proche. Etibar Mamedov, secrétaire du parti de l'indépendance nationale azéri et l'une des principales personnalités de l'opposition azérie, fait part dans le quotidien *Day.Az* de son inquiétude quant au déroulement des élections législatives à venir dans son pays. Cet article est repris par le journal *GazetaSNG*, illustration de l'intérêt suscité actuellement par cette région que certains déclarent déjà perdue pour les Russes. Pour lui, l'alternance deviendra inévitable dès que des dissensions se feront plus nettes au sein de l'élite dirigeante. Cela ne saurait tarder à moins que des réformes d'envergure ne soient menées. La volonté de focaliser l'attention des citoyens sur un potentiel nouveau conflit avec l'Arménie au sujet du Karabakh participe sans doute de la volonté du pouvoir de trouver un prétexte pour créer une sorte d'état d'urgence qui lui permettrait de se maintenir au pouvoir sans avoir à se soucier de la légalité. Le président azéri se trouve mis sous pression par les États-uniens qui, dans le cadre de leur démocratisation du « Grand Moyen-Orient », s'efforcent d'anticiper une alternance qui semble incontournable tant l'insatisfaction grandit dans le pays. Lié pour des dizaines d'années aux compagnies pétrolières trans-nationales grâce au « contrat du siècle », l'Azerbaïdjan se trouve être désormais un polygone militaire états-unien dont trois des frontières sont communes à la Russie, à l'Iran et à l'Arménie, seule la quatrième étant sécurisée car partagée avec les alliés traditionnels Turcs. Comme souvent désormais dans cette « ceinture verte » autour de la Russie, seule les questions de stratégie régionale et mondiales semblent devoir compter, alors que la volonté du peuple se trouve reléguée au second rang et qu'il se retrouve otage d'intérêts militaires et corporatistes. La course semble lancée pour ces élections et celui qui réussira à convaincre Condoleezza Rice de l'adouber officiellement a de grandes chances de l'emporter. Néanmoins, il est fort possible que tout cela n'ai lieux que pour donner une illusion de démocratie et que les jeux ne soient faits d'avance. Le président azéri, Aliev, fort de son soutien US et de son contrat du siècle pourrait en plus bénéficier d'un éclatement de la République d'Iran qui comporte une importante minorité azérie.

L'ancien conseiller de sécurité nationale états-unien, Zbigniew Brzezinski, et son ancien assistant pour le Moyen-Orient, William B. Quandt analysent dans le *Washington Post* et *Gulf News* les déclarations de George W. Bush à l'occasion de la visite de Mahmoud Abbas à Washington. Ils se réjouissent du retour du président états-unien à la position traditionnelle de son pays concernant le statut final à rechercher entre Israéliens et Palestiniens : un retour aux frontières de 1967. En effet, le président états-unien avait affirmé en avril 2004, que ces frontières ne pouvaient plus être celles délimitant les deux territoires et qu'il faudrait tenir compte de la « réalité du terrain », c'est à dire des implantations de colonies. Aujourd'hui, Washington a changé de stratégie et entend se faire obéir d'Israël, une attitude qui réjouit les deux démocrates. Dans le *Daily Star*, le chercheur de l'U.S. Institute of Peace et ancien conseiller d'Al Gore, Scott Lasensky, estime qu'Israéliens et Palestiniens sont tout prés d'une solution finale. Toutefois, pour y parvenir, les États-Unis doivent soutenir l'intégration du Hamas dans l'Autorité palestinienne afin de rendre le processus de paix viable. Il faut également poursuivre les pressions sur Israël pour qu'il accepte d'affronter les colons et de démanteler les colonies de Cisjordanie. Il prévient toutefois que le Hamas ne devra plus commettre d'attentats.

Face à ce revirement états-unien, Ariel Sharon utilise le désengagement de Gaza comme un moyen de gagner du temps et de consolider l'emprise israélienne sur la Cisjordanie. Cette question fait débat dans *Ha'aretz*.

Le collaborateur de Yossi Beilin, Daniel Levy, dénonce l'instrumentalisation du retrait de Gaza par Ariel Sharon. Selon lui le Premier ministre israélien va s'efforcer de faire traîner indéfiniment les discussions avec les Palestiniens sur le retrait de Gaza, montant en épingle tous les problèmes. Si on ne peut que souscrire à cette analyse, on est beaucoup plus dubitatif face à la solution proposée par l'auteur, empreinte de l'ambiguïté qu'on trouve fréquemment chez les rédacteurs de l'initiative de Genève. En effet, prétendant affronter cette manœuvre, l'auteur appelle l'Autorité palestinienne et le Quartet international à accorder plus de concessions à Israël. Pour empêcher Israël de faire traîner le processus, il faut offrir davantage à Tel Aviv.

L'ancien conseiller d'Ariel Sharon, Zalman Shoval, offre une parfaite illustration de l'utilisation du désengagement de Gaza pour empêcher toute négociation avec les Palestiniens. L'auteur affirme qu'il est plus que probable que les Palestiniens vont assimiler le retrait de Gaza à une victoire du terrorisme. Il faut donc qu'Israël s'attende à une vague d'attentat ou d'actions violentes des Palestiniens, ce qui interdira toute relance du processus de paix.

Ce débat exaspère Meron Benvenisti. Pour lui, il ne s'agit que d'un faux débat, une opposition entre des groupes sionistes qui s'accordent sur l'essentiel, qui ont toujours soutenu les colons et qui se moquent du sort des Palestiniens. Toutefois, ce débat a un avantage, il démontre aux Israéliens que les arguments des adversaires et des partisans du désengagements reposent sur les mêmes bases, permettant de démythifier l'affrontement aux yeux des Israéliens.

Réseau Voltaire

Smbat Karakhanian

Smbat Karakhanian est président du club national arménien de Moscou, *Miabanutiun*.

« Equilibre des forces et organisation au Sud-Caucase »

Source : Gazeta SNG (Fédération de Russie)
Référence : « •••••• ••• • •••••••••••• •• ••••• ••••••• », par Smbat Karakhanian, *Gazeta SNG*, 28 juin 2005.

L'alliance Atlantique-Nord prolonge, à travers divers programmes, la préparation de « plate-formes extérieures » pour des groupes militaires mobiles au sud du Caucase. D'après les stratèges de l'OTAN, ces bases et garnisons, doivent permettre de mettre en application la décision du sommet de Budapest de 1997. Selon cette dernière, le déploiement de forces internationales doit se faire avec l'accord de toutes les parties en conflit au Nagorny-Karabakh. C'est pour cela qu'est menée une politique de pression sur les dirigeants arméniens pour qu'ils refusent la présence de forces russes sur leur sol. Le vice-secrétaire général de l'OTAN Robert Simons a déclaré : « si l'Arménie se déclare opposée à

la présence de force russes sur son territoire, elle aura le soutien de l'OTAN sur cette question ».

Ce n'est pas la première fois que l'OTAN propose sa médiation. Certaines conditions doivent cependant être réunies. La Turquie, membre fondateur et actif de l'OTAN, n'a pas établi des relations avec la Transcaucasie uniquement dans ce cadre mais aussi selon ses propres plans. Les politiciens turcs ne cachent pas que la résolution prise par le Bundestag concernant le génocide arménien ne va pas arranger les relations avec Erevan. Sans nier son rôle au côtés de l'Empire Ottoman pendant la Première Guerre mondiale, l'Allemagne a confirmé la réalité des faits et a rappelé au gouvernement turc le caractère indispensable d'une reconnaissance de son histoire. Les Turcs cependant se réservent le droit de semer la discorde entre ses voisins. C'est ce qu'ils ont essayé de faire dernièrement au sein de la commission de l'assemblée du Conseil de l'Europe, quand les changements constitutionnels en Arménie ont été évoqués. La délégation turque a proposé de modifier le préambule de la Constitution arménienne et de valider les frontières du pays avec tous ses voisins. L'Arménie n'a pas pu participer au vote alors que les Turcs et les Azéris ont pu proposer leurs idée des frontières de l'Arménie. La proposition a été rejetée mais avec une seule voix de différence.

Visiblement, les leaders de l'OTAN ne sont pas dérangés par ces incidents et l'engagement de la Turquie. Ce pays d'un côté exerce un blocus de l'Arménie et de l'autre essaye de former un bloc militaire avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan.

La Russie est un membre fondateur de l'Organisation du Traité de Défense Collective (OTDC) et elle est très liée historiquement avec notre région. Notre frontière avec la Turquie est toujours gardée par des soldats russes. Il est indispensable d'établir dans la région une base de l'OTDC. Après le départ des soldats russes de Géorgie en 2008, l'Arménie sera le seul pays où les Russes sont présents. De cette façon, les spécialistes de l'OTDC pourront échanger avec leurs collègues de l'OTAN sur les problèmes de sécurité régionale. C'est la seule manière d'assurer la sécurité de la région et son développement selon les exigences modernes. C'est aussi le seul moyen qui pourrait permettre de faire avancer les négociations de paix au Karabakh.

Etibar Mamedov

Etibar Mamedov est secrétaire du Parti de l'indépendance nationale azéri (National Independence Party of Azerbaijan (AMIP)) et l'un de ses fondateurs, il est l'une des principales personnalités de l'opposition azérie.

« Tant qu'il n'y aura pas de division au sein de l'élite dirigeante, les chances d'une prise du pouvoir par la rue sont infimes »

Source : Gazeta SNG (Fédération de Russie)

Référence : « •••• •• •••••••••• •••••••••• •••••• ••••• •••••••• •••••, ••••• •• •••••• • •••••• • ••••• ••••••••• •••• », par Etibar Mamedov,*Gazeta SNG*, 24 juin 23005. Ce texte est adapté d'une interview.

La situation interne de l'Azerbaïdjan est tendue en ce moment en raison de l'approche des élections législatives. On a l'impression que les différentes forces

politiques du pays sont en train de se jauger pour voir qui est le plus fort. La pression des organisations internationales sur le pouvoir continue comme avant, la différence c'est qu'elles ne fermeront pas les yeux comme auparavant. Elles ne veulent plus des caprices du pouvoir. Le monde a changé et l'Azerbaïdjan ne peut pas rester étranger au processus de démocratisation. La marche vers la démocratie a commencé sous le patronage des États-Unis. Les histoires de stabilité invoquées par le pouvoir azéri depuis des années ne suffiront plus, Condoleezza Rice a insisté sur le fait que les États-Unis ne sont plus prêts à échanger la stabilité contre la démocratie. Les États-Unis mettent actuellement en place un système global de sécurité et sans démocratie, ce système ne verra pas le jour. Je ne pense pas que le pouvoir azéri soit assez stupide pour ne pas saisir la gravité de la situation dans le monde. Je me rendrai bientôt aux Etats-unis pour éclaircir cette situation.

Tout va dépendre de l'attitude du pouvoir pendant ces élections. Si une situation révolutionnaire se crée, je serai à nouveau du côté du peuple. Cela est évitable si les élections ont lieu normalement. Je pense que les précédents échecs en Azerbaïdjan étaient dus à l'absence d'opposition au sein même de l'élite dirigeante. Il y a des gens dans cette élite qui jugent que les réformes sont indispensables. Tant qu'ils se contentent de parler on ne fait pas attention à eux, mais s'ils montrent les dents, alors on leur accordera de l'intérêt. Sans division au sein des élites, il n'y aurait pas eu de révolution de velours en Géorgie ni en Ukraine. J'ai entendu dire que le ministre du développement économique Farkhad Aliev voulait endosser le maillot de démocrate et d'opposant et rééditer l'exploit de Yushchenko et Saakashvili. Je ne sais pas si c'est vrai mais un homme qui a raté les privatisations et qui est impliqué dans la corruption ne peut pas être à la tête du peuple.

J'ai choisi le bloc « Yes » car il est représentatif de toutes les couches de la société. Je suis toujours d'avis que toutes les forces d'opposition du pays doivent s'unir pour les législatives. La commission électorale est à l'origine des fraudes qui ont eu lieu lors des précédentes élections, elle doit être remplacée. Malheureusement le pouvoir ne veut faire aucun compromis dans ce domaine. Je pronostique un soulèvement dans le pays. Nous sommes pour le respect de la loi par toutes les parties. Nous devons rester dans le cadre constitutionnel, c'est une responsabilité envers le pays et le peuple. Je pense que le chef du gouvernement ne contrôle ni la situation ni dans le pays ni dans son équipe, chacun de ses ministres se prend pour le président. Si le président prend ses fonctions au sérieux, il doit commencer des réformes et se séparer de membres corrompus de son entourage. Je ne vois rien de tel pour l'instant.

Zbigniew Brzezinski, William B. Quandt

Zbigniew Brzezinski fut conseiller de sécurité nationale du président Carter et directeur exécutif de la Commission Trilatérale. Il est membre du Center for Strategic and International Studies. Il a notamment publié *Le Grand échiquier*.

Ancien assistant de Zbigniew Brzezinski pour les questions moyen-orientales au National Security Council (1977-1979) et ancien chercheur à la Rand Corporation, William B. Quandt est chercheur à la Brookings Institution et professeur de relations internationales à l'université de Virginie.

« Un tournant pour la paix au Proche-Orient »

Source : Gulf News (Émirats arabes unis)
, Washington Post (États-Unis)
Référence : « From Bush, Mideast Words to Act On », par Zbigniew Brzezinski et William B. Quandt, *Washington Post*, 23 juin 2005.
« Turning point in Middle East peace », *Gulf News*, 24 juin 2005.

La déclaration de George W. Bush lors de sa récente rencontre avec Mahmoud Abbas mérite qu'on s'y attarde. Elle a fait réagir en Israël, mais pas aux États-Unis. Il a déclaré que le statut final d'Israël et de la Palestine devrait « être le fruit d'un accord entre les différentes parties et les changements aux lignes d'armistice de 1949 devront être le fruit d'un accord mutuel ». Il a également demandé à Israël de ne prendre aucune décision contrevenant aux obligations de la « feuille de route ». Il a enfin affirmé qu'il fallait préserver le caractère contigu de la Cisjordanie et qu'il fallait des moyens d'accès importants entre la Cisjordanie et gaza. Si le président s'en tient à ces déclarations, il peut faire un pas important en faveur de la paix israélo-palestinienne, de la démocratisation du Moyen-Orient et dans la lutte contre le terrorisme islamiste.

Il y a 38 ans, Israël prenait le Sinaï, la Cisjordanie, Jérusalem Est et le Golan. Au même moment, sans débat préalable, Lyndon Johnson décida qu'Israël pourrait conserver ces terres tant que les Arabes ne feraient pas la paix avec Israël. Cette approche de « paix contre territoire » fut ensuite reprise dans la résolution 242 de l'ONU. Johnson déclara également que le statut final devrait être proche des frontières de 1967. Pourtant, dans une lettre adressée à Ariel Sharon en avril 2004, Bush avait déclaré qu'il faudrait tenir compte de la réalité du terrain et qu'on ne pourrait pas revenir aux frontières de 1967.

Lors de la visite de Mahmoud Abbas, George W. Bush est revenu à la ligne traditionnelle des États-Unis. C'est une nouvelle bienvenue. Mais quelle version croire ? Nous le saurons bientôt. Mais aujourd'hui, tout pousse à ce que le président suive la position traditionnelle de Washington.

Scott Lasensky

Ancien chercheur du Council on Foreign Relations et de la Brookings Institution, Scott Lasensky dirige le projet israélo-arabe de l'U.S. Institute of Peace. En 1999, il a reçu le Yitzhak Rabin-Shimon Peres Peace Award de l'université de Tel-Aviv et l'année suivante, il a été le conseiller sur le conflit israélo-palestinien du ticket Al Gore-Liebermann dans la campagne présidentielle états-unienne de 2000.

« Pour consolider la trêve, les États-Unis doivent dialoguer avec le Hamas »

Source : Daily Star (Liban)
Référence : « To consolidate the truce, the U.S. must dialogue with Hamas », par Scott Lasensky, *Daily Star*, 28 juin 2005.

Alors qu'Israéliens et Palestiniens se préparent à se rencontrer à la fin du mois, le défi le plus urgent pour les États-Unis est d'aider les deux côtés à gérer ceux qui rejettent le désengagement de Gaza et l'intégration des islamistes dans le processus politique. Il y a dix ans, quand le processus d'Oslo a commencé à s'effriter, l'idée répandue était que les Palestiniens devaient tout faire pour affronter le Hamas, mais qu'Israël devait éviter la confrontation avec les colons. Aujourd'hui, l'OLP a lancé un processus de partage du pouvoir avec le Hamas tandis que Tel-Aviv dit « non » aux colons et en évacue des milliers.
Sans le Hamas, une large part de la population palestinienne serait mise sur la touche, nuisant à la légitimité des institutions palestiniennes. Israël, de son côté, ne peut plus prendre de gants avec une population qui s'oppose à la solution des deux États en construisant des colonies. Les États-Unis doivent soutenir l'Autorité palestinienne et Israël dans cette voie. Toutefois, si le Hamas reprend les attentats, l'AP et Israël devront riposter. Le soutien de Washington renforcera Ariel Sharon face aux colons, mais le Premier ministre israélien doit cesser de soutenir la colonisation en Cisjordanie. Washington doit adopter une politique économique et sécuritaire pour inciter à un gel des colonies.
Nous sommes proches de la solution des deux États, nous ne devons pas laisser passer cette chance.

Daniel Levy

Ancien conseiller politique de Yossi Beilin, Daniel Levy a été membre de l'équipe de négociateur d'Oslo et de Taba. Il a participé aux négociations de l'initiative de Genève. Il est le fils de l'émissaire personnel de Tony Blair au Proche-Orient, Lord Michael Levy, l'un des principaux bailleurs de fonds du Parti travailliste britannique.

« Après Gaza, davantage de Gaza »

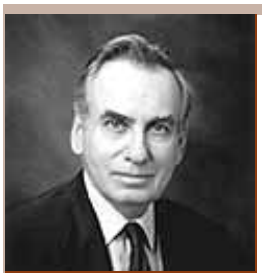
Source : Ha'aretz (Israël)
Référence : « After Gaza, more Gaza », par Daniel Levy, *Ha'aretz*, 24 juin 2005.

Il semble que durant les 53 jours restant avant le désengagement de Gaza, chaque colon sera interviewé par un média israélien ou un autre. L'obsession de la dimension humaine de ce retrait est compréhensible, mais le silence assourdissant sur ce qui adviendra par la suite est un problème. La stratégie d'Ariel Sharon dans ce plan de désengagement n'est pas étudiée. Appelons-la « Après Gaza, davantage de Gaza ». Voilà à quoi elle ressemble : le désengagement de Gaza et du Nord de la Cisjordanie est très compliqué et il

faut régler un tas de questions avec l'Autorité palestinienne. Comme les discussions ont commencé (intentionnellement ?) très tard, il est douteux que tout soit terminé en 53 jours. Cela va prendre des mois pour tout régler. Pendant cette période de flottement et de discussion, l'opposition ne peut pas combattre le gouvernement, on ne peut pas organiser d'élections anticipées et les seuls points qui seront discutés seront ceux en lien avec le retrait de Gaza. En gros, nous aurons un processus de paix miniature dont les termes seront encadrés par Sharon : pas de « feuille de route », pas de nouveau désengagement, pas de discussion sur le statut final. Pour Sharon, c'est bien joué, mais pas pour Israël.

Une telle tactique ne fera que renforcer le Hamas au détriment de l'Autorité palestinienne. Cette stratégie doit être contestée par les réalistes à la Knesset, par le Quartet international et par l'Autorité palestinienne. Il faut que l'Autorité palestinienne revoie ses demandes sur le statut final, le Quartet doit redéfinir la feuille de route pour l'adapter aux nouvelles réalités et une grande coalition des réalistes doit se constituer à la Knesset.

Zalman Shoval



Zalman Shoval est ancien ambassadeur israélien aux Etats-Unis et ancien président du Likoud mondial. Il est conseiller d'Ariel Sharon.

« Deux scénarios pour le jour d'après »

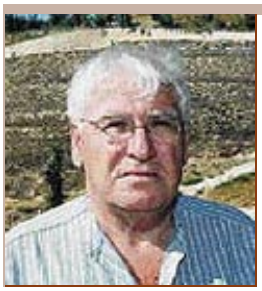
Source : Ha'aretz (Israël)
Référence : « Two scripts for the day after, par Zalman Shoval, *Ha'aretz*, 27 juin 2005.

Beaucoup d'Israéliens ont pu lire l'affrontement entre Moshe Ya'alon et Avi Dichter sur les politiques de sécurité après le désengagement de Gaza. Toutefois, si les opinions des deux hommes diffèrent concernant les effets du désengagement à court terme, elles se rapprochent fortement quand ils étudient les échecs d'Oslo, de Camp David et de Taba et sur le développement qu'on peut attendre à long terme.

Aujourd'hui, on peut considérer qu'il y a deux scénarios envisageables pour le lendemain du désengagement. Pour les optimistes, les Palestiniens croient majoritairement que le terrorisme a échoué et qu'aujourd'hui, il y a une chance de restaurer l'économie et de construire une entité politique avec le soutien des États-Unis. Pour les pessimistes, au contraire, les Palestiniens déclencheront une vague d'attentats dès le retrait de Gaza et feront tout pour obtenir davantage. C'est la stratégie qu'a utilisé Yasser Arafat avant et après Camp David. Ya'alon et Dichter estiment que ce scénario est le plus probable car malgré les faits, les Palestiniens considèrent que le désengagement est une victoire du terrorisme. Cela les desservira, mais cette conclusion logique n'a pas effleuré les extrémistes.

Il faudra analyser comment Mahmoud Abbas combat le terrorisme. En fonction de son action, il faudra tirer les conclusions.

Meron Benvenisti



Meron Benvenisti est ancien vice-maire de Jerusalem. Il est l'auteur de et écrivain de *Sacred Landscape : Buried History of the Holy Land Since 1948*.

« Rien de plus qu'une querelle interne sioniste »

Source : Ha'aretz (Israël)
Référence : « Nothing more than an internal Zionist spat », par Meron Benvenisti, *Ha'aretz*, 30 juin 2005.

Plus on approche de la date du désengagement de Gaza, plus cet « événement historique » apparaît pour ce qu'il est : c'est une lutte interne, limitée, intra-tribale, judéo-sioniste entre deux camps opposés sur l'évacuation de Gaza mais uni dans leur vision des colonies comme une valeur suprême, une part de l'âme juive. Pour un des camps, cette vision s'applique à toutes les colonies ; pour l'autre, aux seules colonies avec une importance géostratégique. Mais les deux camps s'accordent sur le caractère sacré des colonies.

La majorité des Israéliens est indifférente à cette question et ne prend pas part à cette dispute entre pro et anti-désengagement. Elle commence par contre à identifier les manipulations des deux camps. La lutte judéo-sioniste est particulièrement éclairante sur ce point. Il ressort clairement de ce combat que pour chacun des deux camps, chaque juif en Israël est un pionnier, un combattant, pas seulement un citoyen. Ils considèrent également que tous les colons ont été « envoyés » par le gouvernement israélien dans les territoires. Partant de là, le gouvernement leur doit assistance et protection. Personne n'ose imaginer qu'Israël fasse comme la France à la fin de la Guerre d'Algérie : chaque colon reste ou part de Gaza s'il le veut. De même, les maisons des colons seront détruites car on n'envisage pas qu'une maison détenant une part de l'âme juive puisse être occupée par des Arabes.

Pour la question du désengagement, on se concentre sur le sort des quelques milliers de colons, pas du tout sur celui des 1,5 millions de Palestiniens. Le monde est prié d'applaudir le grand sacrifice d'Israël et de payer pour le rendre possible. Ce n'est pas comme ça qu'on arrivera à la paix.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .